



13 mai 2016

Loi travail : continuons le combat !

Les manifestations contre la Loi travail réunissant salarié-es, jeunes, retraité-es s'enchaînent depuis maintenant plus de deux mois, et le 12 mai, ce sont encore des milliers de personnes qui ont manifesté.

Y participent aussi les « Nuits Debouts » qui ont relancé l'appropriation des sujets de société par la jeunesse et tous ceux et celles qui veulent une société plus juste.

Les syndicats de cheminots, et d'autres secteurs du transport appellent à des grèves à compter du 17 mai !

49-3 et accord PPCR = déni de démocratie !

L'utilisation du « 49-3 » marque le tournant d'un refus total de la part du gouvernement d'avoir un réel débat autour de ce projet de loi qui changera pourtant fondamentalement la donne pour les salarié-es !

Ce déni de démocratie fait furieusement penser au passage en force de l'accord PPCR (parcours professionnel carrière et rémunération) : alors même qu'une majorité de syndicats invalidait cet accord, le gouvernement a là aussi choisi de passer outre, et d'appliquer ce texte synonyme de régressions de droits, de modulation de rémunération, de flexibilité pour l'ensemble des agent-es de la fonction publique.

Privé comme public, c'est le même combat !

Malgré des ajustements, le texte du projet de loi travail actera du fait que les salarié-e-s du privé deviennent des « pions » : leurs temps de travail, leurs salaires seront plus facilement modifiables, les conditions de licenciements seront facilitées, sans parler des pertes de droits diverses, sur les congés, la médecine préventive etc...

Sans garanties légales nationales des droits des salariées, donc sans gardes-fou, quelle crédibilité donner au « dialogue social » au niveau de l'entreprise vanté par le gouvernement ?

Et dans la fonction publique, à la DGFIP ?

C'est la même philosophie qui se met en place : PPCR, mise en place du RIFSEEP modulant l'indemnitaire (encore en cours d'arbitrage au niveau du ministère des finances quant au calendrier), on rogne sur les règles de gestion (fusion des RAN, maintien à résidence 3 ans pour les nouveaux agents C...), appel de plus en plus aux apprentis, et autres précaires hors statut fonction publique !

Nul doute que si la Loi travail s'applique, ce sont l'ensemble des salarié-es qui vont trinquer !

**Solidaires Finances Publiques appelle les agents
à aller manifester les 17 et 19 mai prochain !**